



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Arrêté préfectoral complémentaire du 20 JUIN 2023 portant changement d'exploitant des carrières de granite situées lieu- dit *Plamborde* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme et lieu-dit *Bois de l'Ebès* du territoire de la commune de Burlats.**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment :
- le livre I – titre VIII, parties législative et réglementaire, relatifs aux procédures administratives ;
  - le livre II – titres I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
  - le livre V – titre 1<sup>er</sup>, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 mai 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 relatif au renouvellement et à l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de granite au lieu-dit *Plamborde* sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2008 portant modification de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée située lieu-dit *Plamborde* sur le territoire de la commune de Burlat ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 autorisant l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de granite au lieu-dit *Bois de l'Ebès* sur le territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme ;

- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 8 février 2023 en préfecture du Tarn, concernant la demande de transfert des autorisations préfectorales du 26 janvier 2006 et du 25 mai 2010 susvisées au bénéfice de la société GRANITARN CARRIERES domiciliée 260, route du Lac de Merle – 81100 Burlats ;
- Vu** le courrier adressé le 26 avril 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 11 avril 2023 ;

**Considérant** que la SARL GRANITARN CARRIERES possède les capacités techniques pour exploiter les deux carrières dont elle demande le transfert des autorisations préfectorales à son nom ;

**Considérant** que les garanties financières des carrières situées lieu-dit *Plamborde* sur la commune de Burlats et lieu-dit *Bois de l'Ebès* sur la commune de Saint-Salvy de la Balme devront être constituées conformément à la promesse de caution éditée le 3 avril 2023 par GROUPAMA ASSURANCE-CRÉDIT & CAUTION ;

**Considérant** que la SARL GRANITARN CARRIERES devra respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés du 26 janvier 2006 et du 25 mai 2010 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Tarn.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les autorisations environnementales délivrées le 26 janvier 2006 et le 25 mai 2010 au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié domiciliée 38, lotissement du Carla – 81100 Burlats, sont transférées à la SARL GRANITARN CARRIERES domiciliée 260, route du Lac du Merle – 81100 Burlats.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

*« Article R. 181-51 du code de l'environnement :*

*Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».*

### **Article 3 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy de la Balme et à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins des maires de Saint-Salvy de la Balme et de Burlats dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

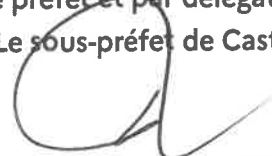
Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et les maires de Saint-Salvy de la Balme et de Burlats sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SARL GRANITARN CARRIERES.

Fait à Albi, le        **20 JUIN 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY